

**Prime  
exceptionnelle :**  
*L'exception qui  
confirme la règle*

# *l'étincelle*

*Prise la main dans le sac,  
la Direction de Renault  
crie à la campagne de  
déstabilisation*

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 15 janvier 2019

## *L'ardeur de la jaunesse*

**Macron, avec sa morgue coutumière, a exhorté vendredi dernier les salariés à retrouver le « sens de l'effort » et « l'engagement au travail ». C'est bien connu : les femmes de ménage, aides-soignantes, ouvriers et tous ceux qui se mobilisent depuis deux mois car ils n'en peuvent plus de travailler pour des salaires minables se tournent les pouces, peinars. Samedi, les « fainéants » en gilets jaunes ont répondu à Macron de la meilleure des manières en manifestant en nombre partout sur le territoire.**

### *Le jaune se porte bien*

En haut, ils commencent à avoir des sueurs froides : ils ont beau se creuser la tête pour trouver des nouvelles manières de casser le mouvement, rien n'y fait. La mobilisation reprend du poil de la bête et est toujours soutenue par la majorité de la population. Le pari du gouvernement de faire peur par l'annonce d'un arsenal de mesures répressives – alors même que les violences policières se multiplient – a fait pschitt : samedi dernier, à Lille, Marseille, Bordeaux et dans bien d'autres villes, ce furent les plus grosses manifestations depuis le début du mouvement. Partout, on y a retrouvé la colère et la détermination des Gilets jaunes qui veulent en finir avec la galère de ceux qui travaillent dur et ne s'en sortent pas, en finir avec le mépris pour ceux qui font tout et ne sont jamais écoutés.

### *Le grand blabla national*

Passant allégrement du bâton à la carotte, Macron a écrit une longue lettre pour donner le coup d'envoi du « grand débat national ». Le gouvernement aurait-il subitement pris la bonne résolution d'écouter la colère qui s'exprime ?

Il suffit à peine de gratter pour sentir venir l'enfumage. Macron annonce dans sa lettre qu'il restera fidèle à son programme et ne reviendra pas sur les mesures déjà prises depuis le début de son quinquennat. Et Griveaux, porte-parole du gouvernement, a déclaré qu'il était hors de question de rétablir l'ISF. Bref, ce débat ressemble plutôt à un match de foot où l'arbitre appartient à une des deux équipes et où le score final est connu d'avance !

Pour faire diversion, Macron a ajouté parmi les sujets « autorisés », les « quotas d'immigration ». Après avoir calomnié les Gilets jaunes, voilà que Macron tend la main à l'extrême droite, alors même

que bien des Gilets jaunes ont fait preuve de solidarité avec les migrants et que le sujet est devenu totalement marginal dans les revendications.

En fait, le gouvernement cherche à gagner du temps en pariant sur un essoufflement de la lutte. Mais les Gilets jaunes viennent de montrer qu'ils ne l'entendent pas de cette oreille.

### *Il veut nous la faire à l'envers*

Pire, Macron fait un véritable chantage aux économies : toute baisse d'impôt devra être financée par des coupes dans les services publics. Tandis que les Gilets jaunes manifestent contre la détérioration de l'ensemble de nos conditions de vie, Macron propose de débattre pour savoir s'il faut plutôt sacrifier l'accès à l'éducation ou à la santé !

Mais l'argent est loin de manquer, encore faut-il vouloir regarder au bon endroit : en 2018, les entreprises du CAC40 ont offert à leurs actionnaires la somme de 57 milliards d'euros, un montant record de dividendes depuis 10 ans.

### *Bienvenue à la fièvre jaune*

Les Gilets jaunes continuent à exprimer la colère ressentie par l'ensemble du monde du travail concernant les difficultés de finir les fins de mois et l'aggravation des conditions de travail. Dans beaucoup d'entreprises vont s'ouvrir les négociations annuelles obligatoires sur les salaires. Partout, les salaires sont bloqués alors que les actionnaires se gavent. C'est tous ensemble, contre le gouvernement et le patronat, que nous avons la force de renverser la vapeur. Les Gilets jaunes montrent la voie à suivre. Cette lutte, nous avons tout intérêt à la rejoindre, dans la rue et dans nos entreprises, à commencer par les manifestations de samedi prochain !

## **A pour Augmentation, pas Aumône**

Selon les lettres de transparence, 9,5 % des Cadres et 27 % des ETAM n'ont eu aucune Augmentation Individuelle en 2018. Les ETAM ont quand-même vu leur salaire augmenter d'un tout petit 1% grâce aux AGS (Augmentation Générale de Salaire). La meilleure façon d'éviter qu'il y ait autant de laissés pour compte en 2019, ce sera que les AGS soient vraiment « Générales », y compris pour les Cadres, et qu'elles représentent une vraie « Augmentation », pas une aumône.

### **La prime qui n'a rien d'exceptionnelle**

A Renault, la prime exceptionnelle obtenue grâce aux Gilets jaunes sera de 500 € pour ceux qui ont gagné jusqu'à 36 000 € en 2018 (brut annuel Sécurité Sociale), et de 300 € jusqu'à 54 000 €. La plupart des salariés du Technocentre toucheront donc au plus 300 € pour les ETAM (la prime est même proratisée pour les temps partiels et en cas d'absence), voire rien pour la plupart des Cadres. Pour regonfler son pouvoir d'achat, il va falloir mettre un Gilet jaune !

### **Et de trois !**

Emprisonné au Japon depuis le 19 décembre, Carlos Ghosn était déjà inculqué pour avoir minoré de moitié ses revenus chez Nissan entre 2010 et 2015. Il est désormais visé par deux nouvelles inculpations : l'une pour des faits similaires sur la période allant de 2015 à 2018, et l'autre pour « abus de confiance aggravé », après avoir fait encaisser à Nissan ses pertes personnelles lors de la crise de 2008. On attend la suite.

### **Du beau, du bon, du bonus**

Selon le journal Les Echos, Carlos Ghosn aurait également touché plus de 7 millions d'euros via Nissan-Mitsubishi BV, une structure, fondée en 2017 aux Pays-Bas, qui permettait de verser des bonus aux dirigeants de Nissan et de Mitsubishi ayant réalisé des synergies entre les deux sociétés. Ghosn aurait touché 1,46 million d'euros lors de son embauche à NMBV, en plus de son salaire annuel de 5,82 millions d'euros ! S'il y a eu complot, il semble qu'il ait été à l'initiative de Ghosn, qui a caché son embauche aux autres dirigeants de NMBV, et de ses lieutenants qui lui ont concocté ce contrat en or.

### **Les beaux baux de Carlos**

Nissan a résilié le bail du luxueux appartement de Tokyo jusqu'alors mis à disposition de son ancien président, et entend faire de même concernant ses non moins luxueux appartements d'Amsterdam et de Paris ! Heureusement que Carlos Ghosn a un endroit où dormir en ce moment.

## **Un pour tous, tous pourris**

Après l'inculpation de Greg Kelly, c'est José Munoz, directeur des opérations nord-américaines de Nissan entre 2014 et 2018, qui a préféré démissionner suite à une enquête sur la nature de ses liens avec des fournisseurs et des concessionnaires. Jeudi dernier, la direction de Renault est venue au secours de Mouna Sephiri, soupçonnée d'avoir touché 500 000 € de RNBV, alors qu'elle était une des trois membres de son comité de rémunération avec Ghosn et Kelly !

On comprend pourquoi la direction maintient Ghosn à son poste au nom de la « présomption d'innocence », et clame désormais qu'elle serait victime d'une « campagne de déstabilisation délibérément orchestrée ». Pour l'instant, ceux qui mettent en danger Renault et l'Alliance, ce sont ceux qui ont comploté pour s'en mettre plein les poches.

### **L'évadé fiscal avait des complices**

Le journal Libération a révélé que Carlos Ghosn n'était plus résident fiscal en France depuis 2012. A cette date, pour échapper à l'ISF, il s'était domicilié fiscalement aux Pays-Bas, un des plus importants paradis fiscaux de l'Union européenne. Bruno Lemaire, le ministre de l'économie, suite à ses révélations à fait mine de s'en indigner et demande des « explications à Renault ». Comme si les services des impôts français n'étaient pas au courant !

### **Juré, sur la tête de Le Maire !**

Bruno Lemaire avait lui-même déclaré à la radio peu après l'arrestation de Ghosn en novembre, qu'après vérification des services de Bercy, « il n'y avait rien de particulier à signaler sur la situation fiscale de M. Ghosn en France ». Or ses services étaient parfaitement au courant de son évasion fiscale aux Pays-Bas, qui relève en fait de la fraude au fisc français puisque Ghosn était censé résider 183 jours par an aux Pays-Bas pour y être résident fiscal. Pour autant, Le Maire, loin de demander à la justice française d'enquêter à ce sujet, s'empresse de couvrir le patron de Renault. Tout le monde ne bénéficie pas de la même indulgence fiscale.

### **Le protectionnisme des dividendes**

General Motors, 1<sup>er</sup> constructeur américain et 4<sup>ème</sup> mondial, veut fermer plusieurs de ses usines au Canada et aux Etats-Unis et supprimer 14 700 emplois pour réduire ses coûts... et assurer la prospérité des actionnaires. Les rododromes protectionnistes de Trump n'ont visiblement aucun effet pour la sauvegarde des emplois. Entre les intérêts des actionnaires et des salariés, Trump a choisi. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.